

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
les services de l'Etat en Vaucluse  
DREAL PACA unité interdépartementale Vaucluse Arles  
84905 Avignon Cedex 9

Avignon, le 03/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CALCAIRES REGIONAUX SARL**

Quartier de la Salle  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-0095-2026  
Code AIOT : 0006401252

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement CALCAIRES REGIONAUX SARL implanté Carrière de MORNAS Saint Loup - Montmou 84550 Mornas . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALCAIRES REGIONAUX SARL
- Carrière de MORNAS Saint Loup - Montmou 84550 Mornas
- Code AIOT : 0006401252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calcaires Régionaux est autorisée par arrêté préfectoral du 15/05/2024 à exploiter une carrière aux lieux dits " Montmou et Derrière Montmou Ouest" sur le territoire de la commune de Mornas dans le département du Vaucluse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3	Demande d'action corrective	7 jours
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.1 et 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3 et R.181-46 II	Demande d'action corrective	1 mois
7	plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2	Sans objet
5	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46 II	Sans objet
6	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.5	Sans objet
9	Effets sur les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.6.3.1	Sans objet
10	surveillance périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article articles 6.2.2 et 6.2.5/Annexe 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 5 non-conformités au cours de cette visite, relatives aux clôtures, à la réception du point d'eau incendie, au confinement des eaux d'extinction, au suivi des retombées et des concentrations en poussières. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant doit :

- dès mise en service du nouveau forage, faire combler l'ancien forage et transmettre le rapport associé, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003;
- réaliser la campagne annuelle de mesures des niveaux sonores, prévue à l'article 6.2.5 de son arrêté d'autorisation, selon le nouveau plan d'implantation des points de mesures défini dans le porté à connaissance du 27 octobre 2025. Le rapport associé à ces mesures sera transmis à l'inspection dans les 3 mois suivant la réception du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b>  <b>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :</b> En réponse aux constats de la visite précédente, l'exploitant a produit un reportage photographique démontrant la présence de bornes de la zone inspectée (près du chemin rural n°248). Il a joint également le plan de bornage et de reconnaissance de limites dressé le 01/06/2018. Afin de justifier du respect de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024, l'exploitant doit, sous 3 mois, produire un reportage photographique pour l'ensemble des bornes délimitant le périmètre d'autorisation de son site.  <b>Constat le 19/02/2026 :</b> par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant s'est engagé à transmettre un reportage photographique des bornes délimitant le périmètre d'autorisation complétant son envoi du 22 mai 2025 d'ici fin novembre 2025. Par courriel du 22 janvier 2026, l'exploitant a transmis le plan du 16 décembre 2025, référençant les bornes du site, à la suite des opérations de recherche effectuées les 9, 10 et 15 décembre 2025, ainsi que le reportage photographique associé.

Le jour de l'inspection, la présence des bornes a pu être constatée, par sondage, au sud ouest du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : clôtures et barrières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, clôtures et barrières

**Prescription contrôlée :**

Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3 : Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation. Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site. L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment : l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre, la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 13 : [...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.[...]

**Constats :**

**Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :** L'exploitant a présenté en séance, un registre comportant plusieurs onglets portant sur la vérification :

- des clôtures du site
- du chemin d'accès 1
- du chemin d'accès 2
- du contrôle de clôture bassin
- de la piste interne carrière

Chaque onglet porte la date de vérification, les travaux éventuels, la date des interventions, les photos ou vidéos effectuées.

Lors de la visite terrain, il est constaté qu'une portion de la clôture est toujours distendue au niveau en bordure du chemin rural n°248 (cf photographie en annexe). Le panneau positionné à l'entrée de la carrière avec la mention des règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre est en place.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement, consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai d'un mois, la réfection de la clôture (niveau en bordure du chemin rural n°248), afin d'empêcher les personnes

étrangères d'accéder au site.

L'exploitant communiquera selon le même délai à Monsieur Le Préfet de Vaucluse les justificatifs correspondants, dont un reportage photographique.

**Constat le 19/02/2026** : par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant s'est engagé à reprendre la clôture distendue et la compléter d'un panneau signalant le danger d'ici fin septembre 2025.

Par courriel du 22 janvier 2026, l'exploitant a transmis un reportage photographique des travaux de réfection de la clôture et du panneautage associé.

Le jour de l'inspection, la présence de la clôture a pu être constatée en bordure du chemin rural n°248. Toutefois, une zone a été endommagée sur quelques mètres et nécessite des réparations. Cette zone est cependant située derrière un merlon limitant l'accès à la carrière.

L'inspection a consulté le registre de suivi des clôtures qui mentionne un dernier contrôle le 24 septembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous 1 semaine, réparer la clôture en bordure du chemin rural n°248 et effectuer un contrôle général de l'ensemble des clôtures du site. L'inspection demande également à la société Calcaires régionaux de renforcer la fréquence de contrôle des clôtures, afin de s'assurer régulièrement de leur bon état.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.1 et 7.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 7.5.1 : [...]Concernant le tronçon de la piste DFCI précitée, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière, l'exploitant doit :[...]produire un plan de récolement de l'ouvrage dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté [...]

Article 7.5.2 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées [...]
- d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m<sup>3</sup> minimum. Son emplacement exact devra être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie d'Orange. Son implantation devra se situer à moins de 100 m en parcours réel des installations de stockage d'hydrocarbures / hangar hors flux thermique. Elle est maintenue en eau et accessible en tout temps. L'installation est conforme aux annexes du règlement départemental

de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

L'exploitant doit :

- Mettre à jour le plan du site facilitant l'intervention du Service d'Incendie et de Secours (et les consignes de sécurité) et les afficher durablement.
- informer le bureau prévision de la compagnie de la commune d'Orange lors des travaux de mise en place des points d'eau incendie (PEI) ;
- signaler au service public (inter)communal de DECI, l'achèvement des travaux relatifs à l'implantation ou l'amélioration de la DECI, afin de réaliser une visite de réception obligatoire en présence des sapeurs-pompiers et enregistrer le (les) nouveau(x) PEI dans la base de données départementale de la DECI.
- S'assurer que la piste DFCI temporaire, située à l'Est du site a été rétablie, dans son modelé d'origine et remplit les critères nécessaires pour l'accès par les services de secours
- De l'existence d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- L'installation un dispositif de coupure générale électrique sur le site afin de garantir la mise en sécurité des locaux et installations ;

#### Constats :

**Constats de la visite du 20/05/2025** : Il est constaté la présence du plan du site à l'entrée principale ainsi que les consignes de sécurité générales. Cependant la description des dangers pour chaque local n'est pas effectuée.

L'exploitant a produit un courriel en date du 14/05/2025 à l'attention du SDIS afin de convenir d'un rendez-vous pour détailler les équipements et dispositions en vue d'assurer la lutte contre l'incendie (emplacement exact de la PENA d'une contenance de 120 m<sup>3</sup> notamment) et, à l'issue de cette visite du SDIS, obtenir un procès-verbal de réception du PEI.

Le justificatif de la visite du prestataire chargé de la vérification des extincteurs du site a été communiqué. (rapport d'intervention du prestataire N° 20 176 010 du 24/10/2024).

Le plan de récolement du tronçon de la piste DFCI, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière n'a pas été réalisé.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de 2 mois:

- d'établir un plan comportant la description des dangers pour chaque local;
- d'établir le plan de récolement du tronçon de la piste DFCI, situé au sein du périmètre autorisé de la carrière.
- de transmettre le procès-verbal de réception du PEI par le SDIS.

**Constat le 19/02/2025** : par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant s'est engagé d'ici fin octobre à :

- compléter le plan de sécurité du site avec la description des dangers pour chaque local ;
- transmettre un plan de récolement des travaux réalisés de la piste DFCI ;
- réaliser, sous 1 mois, les aménagements complémentaires demandés par le SDIS à la suite de sa visite du 30/07/2025 (complément de signalétique, aménagement de l'aire d'aspiration) et transmettre le procès verbal constatant la régularité du PEI sous 2 mois

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence:

- de la bâche de 120 m<sup>3</sup> et de la signalétique associée ;
- d'un plan de recollement de la piste DFCI traversant la carrière, en date du 12 décembre

2025 ; <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un plan de sécurité du site avec la description des dangers pour chaque local.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre : <ul style="list-style-type: none"> <li>à réception du présent rapport, le plan de recollement de la piste DFCI à la DDT 84 (service forêts), au SDIS 84 et au SMVDF ;</li> <li>sous 2 mois, le procès verbal à la suite de la réception de la bâche incendie par le SDIS 84 et le service communal de la DECI.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Protection des milieux récepteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3 et R.181-46 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.5.3 : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none"> <li>du volume des matières stockées ;</li> <li>du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 4.5.3 du présent arrêté.</li> </ul> Article R.181-46 II: Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]
<b>Constats :</b>  <b>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :</b> L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, en prenant en compte les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15/05/2024 dans le délai prévu.



Lors de la visite de site, il a été constaté que des travaux le long des 3 bassins ont été réalisés. Il s'agit de la création d'un canal d'amené et la présence d'une vanne martelière à niveau du dernier bassin de décantation. L'exploitant indique désormais ne plus réaliser le lavage des matériaux dans son process.

Le dernier bassin de décantation destiné initialement à réceptionner les eaux claires servirait à recevoir les eaux d'extinction résultant d'un éventuel incendie. Il indique qu'il va procéder à la mise en place d'une couche d'argile pour assurer l'étanchéité dudit bassin.

L'exploitant n'a pas procédé au calcul permettant la somme :

- du volume des matières stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'épaisseur et de la perméabilité de la couche d'argile à poser afin d'assurer une réelle étanchéité.

Cette substitution du dernier bassin destinés à recevoir les eaux claires en bassin récepteur des eaux d'extinction d'incendie permettrait selon l'exploitant de ne pas gêner les engins de secours (aire de retournement) en cas d'intervention.

L'inspection prend acte de l'arrêt définitif de l'activité de lavage des sables.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse :

- l'arrêt définitif de l'activité de lavage des sables ;
- les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, en prenant en compte les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15/05/2024.

**Constat le 19/02/2026 :** par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a précisé :

- qu'il n'est pas envisagé de procéder à l'arrêt définitif de l'unité de lavage des matériaux, à ce jour. Néanmoins, les conditions d'exploitation actuelles ne requièrent pas la mise en œuvre de cette étape. En conséquence, le processus de lavage demeure temporairement suspendu. Aussi il ne souhaite pas solliciter l'arrêt définitif de l'activité de lavage des sables ;
- qu'un Porter à Connaissance sera transmis dans un délai de deux mois à Monsieur le Préfet, afin de présenter les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction, prenant en compte les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté du 15 mai 2024.

Par courrier du 27 octobre 2025, l'exploitant a transmis le porté à connaissance demandé. En outre, ce dossier justifie de la capacité de rétention du bassin (180 m<sup>3</sup>) et de la mise en place d'une couche d'argile pour assurer son étanchéité.

Le jour de l'inspection, il est constaté que la vanne martelière en sortie de bassin n'est pas étanche au niveau de son cadre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le dimensionnement du bassin de rétention des eaux en cas d'incendie n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit, sous 1 mois, effectuer les travaux nécessaires pour assurer l'étanchéité du bassin au niveau de la vanne martelière.

Par ailleurs, l'inspection prend acte du souhait de l'exploitant de maintenir la possibilité d'effectuer le lavage des matériaux. Toutefois, la reprise de cette activité sera conditionnée par le dépôt d'un dossier de porté à connaissance décrivant les installations utilisées et les modalités de confinement des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modification des conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en oeuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :</b> L'exploitant précise que le nouveau forage n'est pas encore opérationnel. Dans l'attente, il utilise l'ancien forage.</p> <p>L'exploitant n'a toujours pas porté à la connaissance de Monsieur Le Préfet la modification relative au forage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, caractéristiques du forage, profondeur, identification de la nappe....).</p> <p>Aucun planning n'a été produit afin de connaître la fermeture du forage actuel qui doit être condamné dans les règles de l'art.</p> <p>Par courriel du 18/06/2025, l'exploitant a apporté les précisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les matériaux ne sont plus lavés in situ, de ce fait l'ancien forage est aujourd'hui en adéquation avec les besoins des installations ;</li> <li>• toutefois, le nouveau forage sera mis en service et une régularisation administrative de ce dernier adviendra. Dès lors, l'ancien forage sera condamné.</li> </ul> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de deux mois, de porter à la connaissance de Monsieur Le Préfet la modification relative au forage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, caractéristiques du forage, profondeur, identification de la nappe....). En outre, le dossier devra comprendre une analyse de conformité vis à vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003, fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.</p> <p>Le précédent forage doit être condamné dans les règles de l'art, conformément aux dispositions</p>

de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 : l'exploitant prendra attache avec une entreprise spécialisée et transmettra à Monsieur le Préfet les justificatifs correspondants dans le même délai.

**Constat le 19/02/2026** : par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a :

- indiqué qu'un porter à Connaissance sera adressé à M. Le Préfet dans un délai de 2 mois afin de présenter les caractéristiques du nouveau forage et les conditions de condamnation de l'ancien ;
- rappelé que la mise en service de ce nouveau forage n'entraîne aucune modification des conditions d'exploitation actuellement autorisées (localisation, masse d'eau, prélèvement maximal annuel et débit horaire journalier).

Par courrier du 27 octobre 2025, l'exploitant a transmis le porté à connaissance demandé. Toutefois, le jour de l'inspection, le nouveau forage n'a pas encore été mis en service et les eaux sont toujours prélevées dans l'ouvrage historique. L'exploitant prévoit le basculement sur le nouvel ouvrage d'ici l'été.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, dès mise en service du nouveau forage, faire combler l'ancien forage et transmettre le rapport associé, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**N° 6 : Ravitaillement et entretien**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.5

**Thème(s)** : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien

**Prescription contrôlée :**

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]

**Constats :**

**Constats de la visite du 20/05/2025** : L'exploitant n'a pas procédé à la réalisation du caniveau entourant l'aire étanche.

Il explique que l'aire est construite en pointe de diamant. Sur le côté du regard, il est constaté la présence d'une rigole, à l'extrémité de celle-ci est positionné le regard.

Le regard placé à l'extrémité de cette aire est relié à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération des eaux ou des liquides résiduels.

Toutefois, l'absence de caniveau en périphérie (ou d'un dispositif équivalent) ne permet pas de limiter le volume d'effluents traité par le séparateur aux eaux potentiellement polluées, issues de l'aire de ravitaillement. Ainsi, il existe un risque de saturation et débordement du dispositif de traitement des eaux potentiellement polluées en cas de fort orage.

Par courriel du 22/05/25, il a communiqué deux bordereaux (code déchet 130507\*) relatif au curage du décanteur/déshuileur.

- BSD-20240930-7X94CR7X7 (S051-E0019272) en date du 30/09/2024

- BSD-20250429-P9M7416VA (2025-0446) en date du 30/04/2025

<p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de trois mois, la création du caniveau (ou d'un dispositif équivalent), entourant l'aire étanche. Les justificatifs relatifs aux travaux seront communiqués à Monsieur Le Préfet dans le même délai.</p> <p><b>Constat le 19/02/2026</b> : par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a précisé qu'un caniveau sera réalisé en périphérie de l'aire étanche sous 3 mois. Le jour de l'inspection, la présence du caniveau a pu être constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>

**N° 7 : plan de surveillance des retombées de poussières**

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, plan de surveillance des retombées de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. L'emplacement des stations de mesures défini dans un plan de surveillance, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend des stations de mesures de types (a), (b) et (c) conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. En particulier, un suivi des retombées de poussières dans l'environnement au niveau des habitations les plus proches est mis en place. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie la représentativité des données corrigées fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.</p>
<p><b>Constats</b> :</p> <p><b>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025</b> : L'exploitant a communiqué par courriel du 22/05/2025, un fichier dans lequel le plan de surveillance des retombées de poussières est intégré. Il prévoit d'utiliser la station météorologique la plus proche à savoir : la station météo France d'Orange dans le département de Vaucluse. Le plan comprend en particulier l'enregistrement par date, heure, pluviométrie, température, direction, force.</p> <p>Toutefois, l'exploitant ne justifie pas la représentativité des données fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.</p> <p>Le suivi par les jauges et l'enregistrement des données météo ont été effectués du 04/02/2025 au 06/03/2025.</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, justifier la représentativité des données fournies par la station d'Orange en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.</p> <p><b>Constat le 19/02/2026</b> : par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que lors de la</p>

<p>prochaine campagne de mesures de poussières, une station météo sans fil sera installée sur le site. Cette station permettra à l'avenir de fournir les données météorologiques nécessaires (direction et vitesse du vent, pluviométrie, température).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le devis validé le 26/10/2025 pour l'installation d'une station météorologique sur site, par le prestataire en charge du suivi des retombées de poussières. La station sera installée lors de la prochaine campagne de suivi.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre les justificatifs relatifs à l'installation de la station météorologique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de contrôler l'efficacité des mesures d'abattement de poussières mises en place, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches. Ces mesures de particules fines sont réalisées dans les six mois suivants la mise en service de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux émissions de poussières (temps sec et jour avec vent dominant) ;</li> <li>• lors des activités de la carrière émettrices de poussières (décapage, extraction à sec, circulation externe et interne...).</li> </ul> <p>Une mesure devra être réalisée sur un point non exposé pour pouvoir comparer avec la valeur du bruit de fond. L'exploitant veille à ne pas faire de mesures au niveau de points sous l'influence d'autres émetteurs importants de poussières. La valeur mesurée est comparée soit à la valeur limite réglementaire pour les PM10 en France (40g /m<sup>3</sup>), soit à la valeur guide sanitaire de l'OMS (15 g/m<sup>3</sup> en moyenne annuelle). Dans le cas où ces valeurs ne seraient pas respectées, des mesures complémentaires devront être proposées par l'exploitant. Le résultat de cette campagne sont transmis à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation, accompagnées du descriptif des mesures complémentaires d'abattement des poussières éventuellement nécessaires. Le bilan de ces campagnes de mesures et leur interprétation est transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :</b> La visite d'inspection du 20/05/2025 a permis de constater que l'exploitant a transmis un fichier relatif aux mesures de retombées de poussières par jauges OWEN. Cependant, l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation des mesures de concentrations en poussières fines « PM10 ». Par courriel du 18/06/2025, l'exploitant mentionne avoir pris attache auprès d'un bureau d'études spécialisé. Aucun devis n'est à ce stade</p>

communiqué à l'inspection des installations classées.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de deux mois de procéder à des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches dans le respect de l'article 3.3.6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024.

**Constat le 19/02/2026** : par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a précisé que le bureau d'études PRONETEC a été sollicité pour la réalisation d'une campagne de mesures de PM10 au droit des habitations les plus proches. Toutefois, la méthodologie initialement proposée n'a pas été jugée conforme par les services de l'ARS consultés. Parallèlement, le bureau d'études IRH a également été sollicité. Sa proposition a été transmise à l'administration par courrier électronique le 03/09/2025, en vue d'une validation méthodologique par l'ARS.

Par courriel du 02/10/2025, la DREAL a répondu à l'exploitant, à la suite de la consultation de l'ARS que la méthodologie proposée pouvait être mise en œuvre sous réserve que :

- pour mesurer l'impact des grands axes routiers ( A7 +RN 7), le point 4 devra être repositionné au Sud-Ouest du hameau "Boissouteyrand" et à la même distance de la RN 7 que le point 2 ;
- la distance des points de mesures avec la limite d'autorisation de la carrière et avec la RN 7 soit précisée.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le devis validé en date du 06/02/2026 pour la réalisation des mesures par la société IRH. L'exploitant précise que les mesures n'ont pas été réalisées au cours de l'hiver en raison des conditions météorologiques. Ces mesures seront réalisées d'ici la fin du printemps, lors de conditions météorologiques favorisant les envols de poussières.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

l'inspection prend acte de la programmation des mesures des concentrations en PM10 dans les mois à venir, lorsque les conditions météorologiques favoriseront les envols de poussières. Le rapport relatif à ces mesures devra être transmis à la DREAL et l'ARS dans la semaine suivant leur réception.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 4 mois

#### **N° 9 : Effets sur les eaux souterraines**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.6.3.1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Effets sur les eaux souterraines

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de un piézomètre et d'un forage. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.

#### **Constats :**

**Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :** L'achèvement des travaux du nouveau forage est en cours, l'exploitant utilise l'ancien forage. Il n'a pas procédé à la réactualisation du plan du site incluant le nouveau forage.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de procéder à la réactualisation du plan du site incluant le nouveau forage. Il transmettra à Monsieur le Préfet de Vaucluse le plan dans le même délai.

**Constat le 19/02/2026 :** par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que le plan topographique du site est en cours de réactualisation afin d'y localiser le nouveau forage et qu'il sera communiqué sous 2 mois.

Par courrier du 27 octobre 2025, l'exploitant a transmis un porté à connaissance, incluant le positionnement du nouveau forage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : surveillance périodique des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article articles 6.2.2 et 6.2.5/Annexe 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance périodique des niveaux sonores

##### **Prescription contrôlée :**

article 6.2.2 : Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 6 du présent arrêté. Un point de mesure supplémentaire est ajouté au sein du quartier de la Milière en concertation avec les riverains.

article 6.2.5 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée. Une première mesure est effectuée dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, puis selon une fréquence annuelle. [...]

##### **Constats :**

**Constats de la visite d'inspection du 20/05/2025 :** Par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a fait parvenir le rapport d'émissions sonores. Les mesures ont été réalisées par un bureau d'études spécialisé le 07/02/2025. Les mesures ont été effectuées sur un intervalle de mesurage de 30 minutes. Les mesures ont été réalisées uniquement en période diurne.

Le jour de la mesure, l'activité de la carrière était la suivante :

1. Groupe mobile de criblage
2. Chargeur alimentation installation
3. 1 pelle + 2 tombereaux à l'extraction

La localisation des points de mesures est la suivante :

Point M1 : Limite à l'Est du site.

Point M2 : Émergence au chemin des combes

Point M3 : Émergence chez un riverain

Point M4 : Limite et émergence chez un riverain

Point M5 : Émergence au chemin de Montmou

Les points M1, M2 et M4 correspondent aux points définis à l'annexe 6 de l'arrêté du 15/05/2025, cependant les points M3 et M5 ne correspondent pas au plan de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2025. Par ailleurs, le point de mesure supplémentaire au sein du quartier de la Milière n'a

pas été intégré à la campagne du 07/02/2025.

Les mesures d'émergences ainsi que les niveaux sonores en limite de propriété respectent les valeurs admissibles prises en références. Les résultats des mesures pour l'émurgence et en limite de site sont présentés en annexe du présent rapport.

L'exploitant procédera, sous 2 mois, à une nouvelle étude d'émissions sonores en respectant les points de mesures de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024. Il communiquera à Monsieur le Préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées le rapport réalisé par le bureau d'étude.

**Constat le 19/02/2026 :** par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a précisé que lors de la planification de la campagne de mesure réalisée 07/02/2025, il est apparu que certains points définis à l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024 n'étaient pas pertinents. En particulier :

- le point M5, situé en limite de site n'apporte aucune information complémentaire par rapport au point M4. En effet, l'activité du site se concentre sur le carreau inférieur en contrebas de M4, et n'impactera pas M5 ;
- les points M2 et M3, tous deux positionnés en zone à émergence réglementée (ZER), ne sont distants que de 150 m. Un seul point suffit pour caractériser l'ambiance sonore du quartier, d'autant que l'activité du site de Montmou n'est pas perceptible à ces emplacements (cf. mesures précédentes).

En conséquence, le programme de mesures a été adapté comme suit :

- M1 : conservé, en limite de site,
- M2 : conservé, ZER au droit des quartiers nord,
- M3 : ZER déplacé quartier de la Millière, au droit de l'habitation la plus proche du site,
- M5 (ancien point limite de site) : repositionné en ZER, au droit du quartier de La Millière.

Par courrier du 27 octobre 2025, l'exploitant a transmis un porté à connaissance présentant les nouveaux points de mesure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection prend acte des nouveaux points de mesure proposés par l'exploitant, qui devront être intégrés à la prochaine campagne annuelle de mesures, telle que prévue à l'article 6.2.5 de son arrêté d'autorisation.

Le rapport associé à ces mesures sera transmis à l'inspection dans les 3 mois suivant la réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite